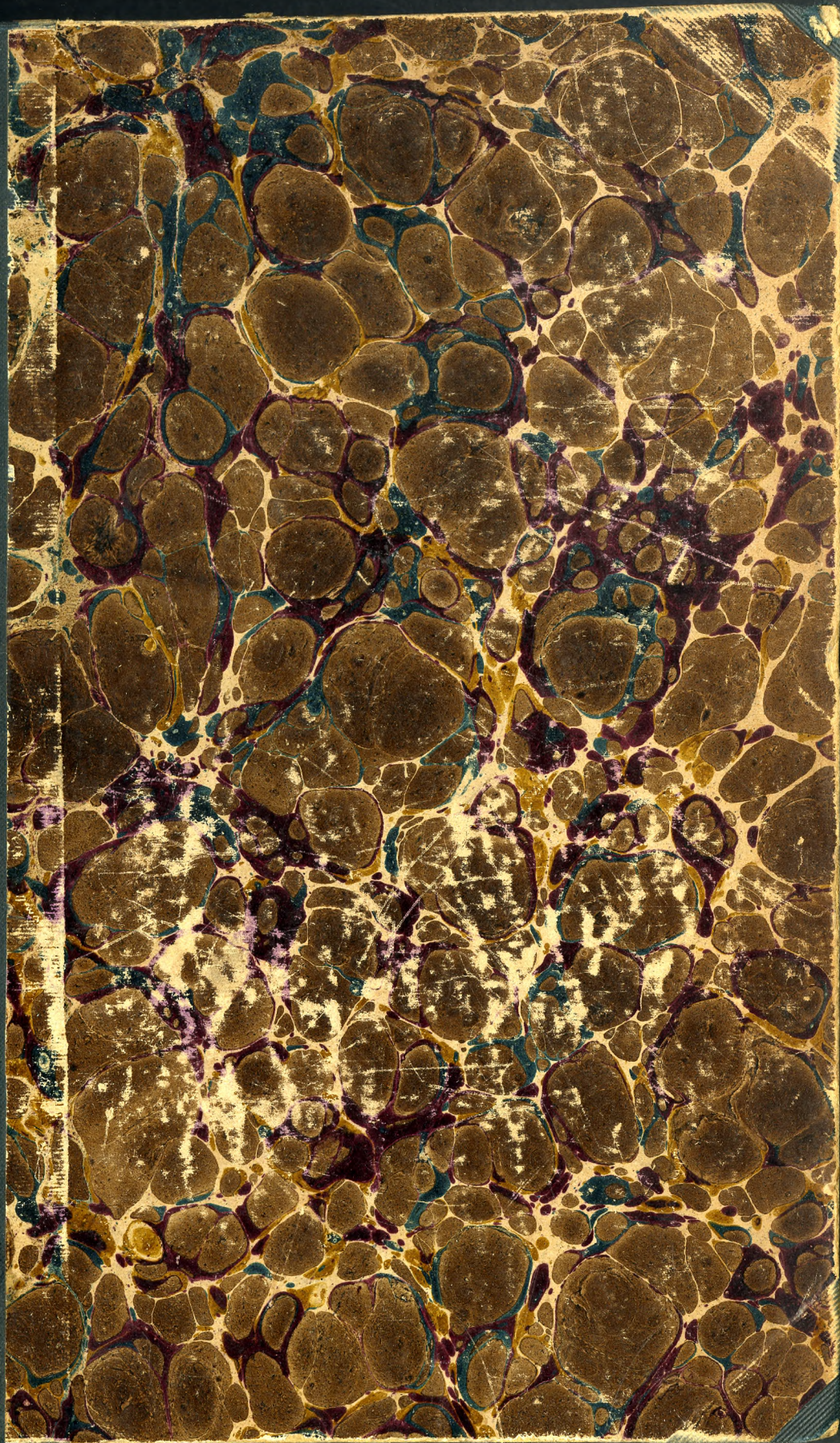


Politikai
röpiratok.

196.



196
1825

LE

PARLEMENT HONGROIS

PAR

AMBROISE NEMÉNYI

EXTRAIT DE LA NOUVELLE REVUE

DU 1^{er} NOVEMBRE 1882

11.

PARIS

TYPOGRAPHIE GEORGES CHAMEROT

19, RUE DES SAINTS-PÈRES, 19

—
1882

Lib F12 00566 29

PARLEMENT HONGROIS
PARLEMENT HONGROIS

DE BALLAGI GÉZA.

TYPOGRAPHIE GÖTTSCHE LOWE

1881

LE

PARLEMENT HONGROIS

I

Le Parlement hongrois se compose de deux Chambres : la Chambre haute, où siègent les Magnats, les préfets et les plus hauts dignitaires de l'Église catholique, et la Chambre basse. Mais comme la Chambre haute est, depuis dix ans, l'objet de projets de réforme, et qu'elle doit être remplacée par un corps dont la composition répondrait davantage aux principes libéraux, cette Assemblée a perdu toute importance. Elle se borne à enregistrer, souvent en silence, les décisions de la Chambre basse. C'est dans celle-ci qu'éclate toute la force du sentiment national.

La Chambre basse se compose de quatre cent quarante-six députés, élus pour trois ans. Le cens électoral est très minime, l'éligibilité n'est soumise à aucune restriction. La sphère d'action du Parlement hongrois est difficile à expliquer au lecteur étranger et notamment au lecteur français ; tout est singulier et étrange dans le mécanisme gouvernemental qui fonctionne en Autriche et en Hongrie depuis quinze ans. Il nous suffira de constater que, tout comme le *Reichsrath* de Vienne, le Parlement hongrois statue souverainement sur toutes les questions, de législation intérieure, de justice, d'administration et d'impôt ; les traités de commerce internationaux sont également discutés et ratifiés par lui ; en revanche, la politique extérieure dans son ensemble échappe en partie à l'action des Chambres de Pesth ainsi qu'à celle du *Reichsrath* de Vienne. Le Parlement hongrois a le droit, il est vrai, d'intervenir dans les questions

de politique étrangère, au moyen d'interpellations adressées au chef du cabinet; il peut émettre des opinions et des vœux, sans que le ministre « commun » des Affaires étrangères, qui réside à Vienne, soit strictement tenu de s'y conformer.

Un *forum* spécial a été créé pour la discussion des affaires extérieures et de l'organisation de l'armée commune : les *Délégations*. Tous les ans, chaque Parlement désigne dans son sein soixante membres, qui forment la délégation autrichienne et la délégation hongroise. Chacune de ces Assemblées délibère séparément, l'une en langue allemande, l'autre en langue hongroise. Les deux Assemblées reçoivent des communications sur la politique étrangère, soit en comité secret, soit en séance publique; elles établissent et votent le budget de l'armée; enfin l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine dépend en bonne partie de ces délégations. Lorsque les votes des deux délégations ne concordent pas, chacune charge des petites commissions de négocier en son nom, le plus souvent par écrit, et de faire des concessions jusqu'à ce que l'accord soit établi. Pourtant, dans les cas où ces commissions ne pourraient aboutir, on a recours à un vote commun des deux Assemblées. C'est la seule occasion qui permette aux délégués hongrois et aux délégués autrichiens de se trouver les uns en présence des autres. Seulement toute discussion est prohibée. On donne lecture des questions en litige, et chaque délégué, appelé par son nom, se prononce par « oui » ou par « non ». Défense absolue de prononcer un autre mot.

Lorsque cet étrange mécanisme fut imaginé, les membres du Parlement hongrois de l'époque tenaient, avant tout, à écarter même l'apparence d'une subordination de la délégation magyare à la délégation autrichienne; ils voulaient aussi échapper à la nécessité d'une délibération en langue allemande. A ce moment, on se donna toutes les peines du monde pour chercher un mode de vivre qui permit d'éviter tout ce dont on ne voulait pas, et qui, cependant, rendît possible une entente, que tout le monde désirait. Ce fut un des plus grands penseurs, non seulement de la Hongrie mais de l'Europe, un écrivain dont les œuvres ont été traduites, en grande partie au moins, dans

toutes les langues du monde civilisé, M. le baron Eötvös, qui construisit cette machine. Il en exposa le plan dans une lettre, adressée au comte Andrassy. Celui-ci avait précisément chez lui un hôte appartenant au monde politique. En lisant cette lettre, il secoua la tête et dit : « Décidément, mon pauvre ami, Eötvös est devenu fou. »

Le comte alors lut tout haut la lettre dans laquelle l'auteur développait cette chinoiserie des commissions et des sous-commissions. On en rit beaucoup. Pourtant Eötvös ne tarda point à venir en personne, et il expliqua son projet dans tous ses détails. On voulut bien reconnaître alors que M. Eötvös n'était pas tout à fait fou. On finit même par accepter ce projet dont on s'était si fort moqué et qui, chose digne de remarque, fonctionne depuis près de trois lustres avec la plus grande régularité et avec une précision étonnante.

Bien entendu, la compétence des délégations se borne absolument aux questions concernant l'armée et les affaires étrangères. Pour tout le reste, les Chambres de Pesth sont, comme nous l'avons dit, en pleine possession de leur souveraineté et elles s'entendent à la garder et à la défendre avec un soin jaloux et la plus grande prudence. Autrefois les luttes électorales, desquelles sortaient les chambres hongroises, se passaient à la mode anglaise et ruinaient toute une catégorie de propriétaires. Aujourd'hui nous avons changé tout cela, sauf de rares exceptions. Les passions politiques se sont modérées, la société est devenue moins fantasque, on sait mieux apprécier le prix de l'argent, et le mandat de député a perdu beaucoup de l'aurore qui l'entourait.

Cependant la position de député est une des plus enviées dans le pays ; elle marque aussi bien le début que la conclusion de toute carrière publique. Prenons le député de province à son arrivée à Buda-Pesth. Il fait immédiatement partie de la meilleure société de la capitale, il a ses lettres de grande naturalisation. Le monde politique traite avec la même déférence chaque membre de la Chambre, depuis le chef du gouvernement jusqu'au représentant obscur de la plus petite ville perdue au fin fond des Carpathes. Une camaraderie tout à fait particulière

règne parmi les députés; dès qu'ils sont entrés à la Chambre, ils se tutoient et, dans les conversations privées, ils s'appellent tous par leur nom de baptême. Ce ton n'empêche pas la plus complète courtoisie, et l'étranger est étonné en entendant un jeune membre dire très poliment au ministre : « Dis donc, Excellence... »

Ces relations agréables ne se bornent pas aux membres du même parti, elles règnent aussi parmi les représentants d'idées contraires. Il n'y a rien d'extraordinaire à voir des hommes qui viennent de se jeter à la tête, au cours de la séance, les épithètes les plus désobligeantes, se promener bras dessus bras dessous dans les corridors de la Chambre. Le même député qui vient d'exécuter en séance « son honorable préopinant », s'entend à merveille avec sa victime, à la buvette. C'est grâce à cette cordialité de relations personnelles, que l'assemblée est restée préservée de désordres graves, malgré l'ardeur des inimitiés politiques et la chaleur des discussions. Lorsque des considérations supérieures sont en jeu, on sait fort bien que tous les membres du corps législatif se trouveront réunis dans la même pensée de la défense de la dignité de la Chambre. Ces sentiments étant généralement connus, on a jugé inutile d'inscrire dans le règlement des paragraphes rigoureux; les dispositions très libérales qu'il renferme se rapportent exclusivement à la tenue extérieure de la discussion; pour ce qui est de l'appréciation des termes dont les orateurs se servent, la compétence disciplinaire du président et de la Chambre est presque nulle.

Quelques scènes regrettables, qui se sont produites dans les derniers temps, ont démontré la nécessité d'armer le président de pouvoirs plus étendus; néanmoins on n'a pu se décider, jusqu'à présent, à entrer dans une voie qui s'écarte de toutes les traditions parlementaires de la Hongrie.

La Chambre ne présente pas, il est vrai, dans son ensemble, l'idéal de l'ordre parfait dans les délibérations; en revanche, la discipline la plus complète et la plus sévère règne parmi les fractions. Le nombre des « sauvages » (c'est-à-dire de ceux qui se tiennent en dehors de tous les partis) ne dépasse pas trois ou quatre dans le parlement hongrois. Cette discipline des partis est une des plus vieilles traditions parlementaires de la Hongrie,

maintenue jusqu'à ce jour. Le député qui doit présenter une motion ou une interpellation, ou qui a l'intention de prononcer un discours de quelque importance, est tenu d'en aviser la fraction à laquelle il appartient, et c'est seulement après avoir obtenu l'approbation de ses coreligionnaires politiques que le membre est autorisé à saisir la Chambre.

Quant aux ministres, ils informent d'abord le « club » auquel ils appartiennent de la réponse qu'ils comptent faire aux interpellations qui leur sont adressées, et souvent les critiques de leurs propres partisans se trouvent être plus acerbes que les objections de leurs adversaires en séance publique. Souvent les mesures proposées par le gouvernement sortent des délibérations des partis complètement transformées, et c'est parmi les amis du gouvernement que celui-ci trouve ses critiques les plus sévères. Mais une fois que le parti a décidé de soutenir le gouvernement, chacun de ces honorables mameluks sait qu'il est de son devoir d'obéir, et il votera en séance publique selon le mot d'ordre adopté, bien qu'il ait peut-être manifesté la veille une opinion tout à fait contraire. Grâce à ces délibérations dans le sein des fractions, et encore davantage dans le sein des commissions, les débats en séance publique perdent beaucoup de leur vivacité. La grande éloquence parlementaire, qui possédait dans ce pays des représentants si éminents, est presque complètement perdue; elle est même, pour ainsi dire, de mauvais ton. Le grand genre est, à présent, de faire des discours d'affaires très secs, prononcés avec la plus grande nonchalance. Autrefois, le trait distinctif de toute éloquence parlementaire magyare était un pathos assez ampoulé; aujourd'hui, au contraire, tous les orateurs s'efforcent de montrer dans leur langage une aridité sans bornes. Des natures exceptionnellement douées, peu nombreuses, que le terrorisme de la mode n'a pu asservir et qui ont su résister à la paresse imitative, font exception au milieu de cette platitude générale. Quant à ceux qui ont su trouver une bonne moyenne entre le pathos et la banalité, et qui savent s'exprimer en termes élevés, mais simples, sur les événements du jour, leur nombre est devenu très restreint. En revanche, on trouve parmi ceux-là des orateurs qui feraient

figure dans quel parlement européen que ce soit. Sans doute, les temps héroïques du parlement hongrois sont passés. Kossuth, qui fit éclore sur ses lèvres la forme la plus accomplie de la prose hongroise, est en exil. Eötvös, le penseur qui, malgré sa profondeur, sut toujours rester aimable et populaire, est descendu dans la tombe. La parole d'une si merveilleuse clarté de François Deak s'est éteinte, et Jules Andrassy, le plus spirituel des hommes d'État et la tête politique la mieux organisée qu'ait produite la Hongrie nouvelle, considère aujourd'hui comme le but essentiel de sa vie de chasser l'ours et l'isard en Transylvanie. Qui sait si la popularité de ces grands orateurs ne marque pas le terme définitif de l'ère classique de l'éloquence magyare?

II

Cependant, un peuple qui a toujours estimé l'éloquence aussi haut ne saurait manquer d'orateurs, même si les nouveaux ne valent pas les anciens. Pénétrons dans la salle des délibérations. L'aspect est fort pittoresque. Même lorsque l'objet en discussion est de peu d'importance, les bancs sont toujours garnis, à commencer par ceux du gouvernement. Il est vrai que l'attention des auditeurs ne suit pas au même degré tous les orateurs. Précisément, voici un député obscur qui, lui aussi, a choisi le sujet qui, très probablement, occupera encore les petits-fils de notre génération : il parle des dangers, des préjudices et de la culpabilité de l'occupation de la Bosnie. La Chambre se transforme en une véritable salle de conversations et les amis politiques les plus intimes de l'orateur daignent seuls l'écouter.

Les autres forment des groupes animés, qui s'amusez beaucoup. Un petit club d'écrivains est réuni sur un banc du parti ministériel. Ce sexagénaire de vingt ans, « blanc » comme neige, mais vif comme la poudre, c'est M. de Tréfort, le ministre de l'instruction publique, un homme d'origine et d'esprit français. Son voisin, à l'aspect imposant et d'une figure sympathique, qui forme le centre d'un cercle de gens tout fiers de l'écouter, c'est Maurice Jokai, le grand romancier qui vient se

reposer ici de ses travaux littéraires. Jokai est un homme de parti très avancé, bien que son parti et sa politique aient médiocrement servi sa popularité. A ses côtés, M. Max Falk, rédacteur en chef du *Lloyd de Pesth*, un des rares journalistes qui ont réussi à jouer un rôle actif dans la politique. Cet autre qui a été beaucoup apprécié par la haute société parisienne, c'est M. de Hárkanyi, représentant de la Hongrie à l'Exposition universelle.

A ses côtés Koloman Széll, devenu ministre des finances à l'âge du jeune Pitt et qui a su remplir ses fonctions avec le plus grand talent et la plus haute énergie. Le voici qui cause avec beaucoup d'animation avec son successeur, le comte Jules Szapáry, de tous les magyars celui qui intéresse le plus une fraction nombreuse et favorisée du public français, à cause des emprunts qu'il a émis et placés en France. Il appartient aux jeunes membres de la Chambre; des espérances tout à fait extraordinaires reposent sur lui. *Persona grata* dans le Parlement et à la Cour, orateur disert, sinon considérable, homme d'affaires d'une grande finesse, à la fois habile et heureux dans toutes ses entreprises : on salue en lui le seul homme politique capable de remplacer un jour M. Koloman Tisza.

Voici le comte Apponyi, le jeune *leader* de l'opposition conservatrice, peut-être le premier orateur de l'Assemblée. Appartenant à une famille foncièrement conservatrice, dévouée à la Cour, élève des Jésuites, il eut à lutter, à son entrée dans la Chambre, contre le titre de « élève de Loyola » que l'on s'obstinait à lui donner. Son élection avait été très difficile et lui avait coûté des sommes énormes. Il y a dix ans, les idées libérales étaient tellement ancrées dans la nation que l'obtention d'un siège de député pour un conservateur avéré passait pour une véritable conquête.

Tout à coup, l'« élève des Jésuites » donna des inquiétudes auxquelles on était loin de s'attendre de sa part; il sembla un instant destiné à prendre la direction d'un parti radical extrême. Il se montra même très propre à ce rôle, car chaque fois que les conservateurs de naissance se mêlent des idées radicales, ils s'y montrent bien plus habiles que les modestes libéraux d'origine.

C'est pendant la guerre de Bosnie que M. Apponyi s'improvisa tout d'un coup tribun populaire, attaquant avec une violence extrême les abus dont tout le monde se plaignait alors. En ce moment, du reste, le jeune homme d'État n'a pas l'air du tout d'être en proie à des ambitions aussi sérieuses. Il cause fort gaiement avec plusieurs de ses coreligionnaires politiques. Celui-ci, par exemple, un blond mortel, grand et svelte, le type accompli de l'officier allemand, ou plutôt prussien, dont le nom est un mélange de germain et de magyar. Il s'appelle Bela Grunwald ; en dépit de ce nom allemand, il appartient à une des plus vieilles familles catholiques du nord de la Hongrie. Autrefois chef d'un comitat habité en grande partie par des Slaves, il s'est fait une réputation à cause de la *poigne* de son administration. Les panslavistes le craignent comme le feu et son nom signifie pour eux le *summum* de tout ce qui est digne de leur haine. Nul n'a trouvé des accents aussi véhéments pour défendre le programme d'une politique nationale magyare, même chauvine ; nul n'a sapé d'une main aussi hardie les préjugés de sa propre race. Le système de la décentralisation administrative, poussé si loin, qui fait partie des plus chères traditions du pays, a trouvé, depuis quelque temps, en M. Grunwald, un adversaire très convaincu. Il arrive en ce moment en Hongrie le contraire de ce qui se passe en France et en Allemagne. Dans ces derniers pays, qui jouissent d'une administration si forte, on signale une certaine tendance à la décentralisation et au *self government*, alors que chez les magyars le système du morcellement à l'infini de l'autorité gouvernementale a provoqué une forte propagande en faveur de la centralisation administrative. L'homme politique, naguère isolé avec son programme de centralisation administrative, est entouré aujourd'hui d'une cohorte considérable d'adhérents convaincus.

A côté de ceux que nous venons de mentionner, il en est deux qui forment l'état-major général de la jeune garde de l'opposition. L'un s'appelle Desider Szilagyi ; c'est le dialecticien le plus serré et le plus redouté de toute la Chambre ; l'autre c'est M. Auguste Pulsky, le fils de François Pulsky. Ni aussi savant ni aussi spirituel que son père, il porte pourtant, par

ses connaissances et par sa valeur propre, assez dignement l'héritage d'un nom illustre.

Ces groupes, ainsi que beaucoup d'autres, se forment librement par toute la Chambre et ne s'occupent pas le moins du monde de l'infortuné orateur. Les électeurs magyars considèrent comme un point d'honneur que l'homme de leur choix se fasse entendre de temps à autre dans les conseils de la nation, alors même que, dans ces conseils, pas une âme humaine ne se sera occupée de lui. Cela n'empêche pas les honorables électeurs de lire avec componction, avec une attention presque religieuse, les paroles de leur honorable représentant. Ces coutumes sont admises, et chacun sait distinguer fort exactement les discours qui sont prononcés « pour faire plaisir à messieurs les électeurs ». L'assemblée est très indulgente pour ce genre d'éloquence ; elle ne gêne nullement l'orateur, seulement elle ne l'écoute pas non plus. Les autres députés ne se gênent pas pour parler de la pluie et du beau temps, et les conversations vont leur train dès que l'orateur ouvre la bouche pour prononcer un discours rentrant dans cette catégorie.

Et cependant il existe dans toute la Chambre un homme, — un seul ! — qui suit avec une attention soutenue ces discours spéciaux, qui même note assidument les passages importants, comme s'il avait l'intention d'y répondre. C'est qu'il considère comme absolument inadmissible de laisser à un seul comitat le soupçon qu'un discours quelconque ait été prononcé dans le Parlement hongrois, sans qu'il y ait été répondu.

A peine le pauvre paladin de l'opposition s'est-il rassis au milieu des murmures et des chuchotements, qu'une figure se dresse sur les bancs du parti ministériel. C'est le seul et unique auditeur qui ait prêté son attention au malencontreux orateur, seul parmi ces cannibales indifférents !

Alors seulement les groupes prennent intérêt à ce qui se passe et tiennent compte aussi du discours passé. La scène change, les groupes se séparent, les plaisanteries expirent sur les lèvres, tous les regards se tournent vers celui qui absorbe ainsi l'attention générale.

C'est, en effet, un type unique dans son genre. Les feuilles

charivariques du pays, lorsqu'elles dessinent sa « charge », le revêtent volontiers du costume de Don Quichotte. Elles n'ont pas tout à fait tort. Un ami d'Allemagne, qui m'avait accompagné dans les tribunes auliques du Parlement hongrois et qui regardait de là-haut le mouvement pittoresque de la salle, s'écria, en apercevant cette figure :

— Mais c'est le type de l'école « à la course » (*Laufschule*).

Il voulait dire par là que cet homme représentait à ses yeux le type idéal du pauvre maître d'école allemand, qui doit desservir simultanément deux et trois villages, et qui par là est forcé de courir la poste plusieurs fois par jour d'une commune à l'autre. Le maître d'école « à la course » doit, cela va sans dire, être en possession d'une paire de souliers hors ligne, et l'on se doute bien qu'il ne frappe pas les yeux par la proéminence de son ventre. Ici encore la comparaison est assez exacte. Le vêtement de l'orateur n'est pas fait non plus pour rehausser l'autorité du personnage : une jaquette grise très courte et boutonnée jusqu'en haut en forme la pièce principale. Notre homme est avec cela maigre et sec. Le visage, orné de lunettes et entouré d'une barbe grise, le fait paraître de vingt ans plus âgé qu'il ne l'est réellement. Bien qu'il se tienne droit comme un pin, on croirait à première vue qu'un souffle suffirait pour le renverser. Son éloquence s'accorde admirablement avec son extérieur. Malgré le silence qui s'établit à partir du moment où il se lève de son siège, il lui est presque impossible de se faire entendre. Il parle d'une voix étouffée, comme s'il causait en particulier, sans se préoccuper de l'effet que ses paroles peuvent produire. Prenons un étranger ne connaissant pas la langue et assistant à une séance du Parlement. Tout d'un coup, il verra, à la suite d'une de ces phrases murmurées à mi-voix, une secousse ébranler l'assemblée, trois cents individus se lever, s'agiter et manifester les sentiments les plus contraires, les uns par des applaudissements et des acclamations de joie; les autres par des réclamations véhémentes qui attestent combien ils ont été désagréablement touchés par les expressions de l'orateur. Celui-ci cependant se montre imperturbable; les applaudissements ne le grisent pas; la contradiction bruyante ne saurait l'irriter; il con-

tinue sur le même ton assourdi, sans que l'auditoire cesse une seule minute de l'écouter avec l'attention la plus haletante. Des coins extrêmes de la salle les députés s'approchent sur la pointe des pieds pour attraper plus sûrement les paroles qui tombent de sa bouche, car l'intérêt pour ce qu'il dit est plus grand encore chez ses adversaires que chez ses amis. Il est rare que le sang-froid l'abandonne; alors il élève la voix et il gesticule un peu. Seulement son organe n'emplit pas la salle; il prend un son rauque et forcé, tandis que son geste est gauche quand il semble menacer son adversaire du crayon qu'il tient à la main, comme s'il voulait le transpercer de cette arme redoutable. Et cependant l'étranger, dont la surprise augmente, constate, que ces phrases prononcées d'une voix si désagréable, accompagnées de gestes si peu élégants, font impression sur la Chambre et qu'à l'issue des discours, pour la plupart très brefs, il se produit ce qu'en termes de compte-rendu on appelle en France un *mouvement prolongé*, — tellement prolongé et d'une telle intensité que la délibération est forcément suspendue pendant quelques instants.

Cet orateur, — ai-je besoin de le nommer? — c'est *Koloman Tisza*, depuis près de dix ans le tout-puissant président du Conseil. Dans ce pays, aucun homme politique ne pourrait se vanter d'avoir été dans son temps aussi vigoureusement haï, aucun n'a fait à un tel degré l'expérience de l'inconstance de la faveur populaire; mais aucun n'a su montrer comme lui une persévérance à toute épreuve à l'heure des revers.

Lorsque M. Tisza prit en main le gouvernail, la nef de l'État hongrois était sur le point de sombrer au milieu d'un chaos de difficultés de toute sorte. La Hongrie était à la veille d'une catastrophe politique et financière. Le nouveau ministre était entouré d'indifférence, de découragement ou d'apathie; en outre, on ne l'aimait guère en haut lieu. Avant de recourir à lui, on avait essayé toutes les combinaisons; toutes sans aboutir. Les hommes d'État dirigeants semblaient avoir perdu le goût du pouvoir, et la nation elle-même paraissait se soucier fort peu de son indépendance. On croyait qu'il ne pourrait y avoir de jours plus tristes pour la Hongrie; et cependant ces jours arrivaient, et celui qui

se trouvait placé au poste le plus périlleux, c'était encore le président du Conseil. A l'intérieur le gâchis était au comble ; à l'extérieur le péril extrême approchait : toute la question d'Orient était remise sur le tapis, et l'opinion publique de la Hongrie, réunie dans un sentiment d'unanimité inconnu jusque-là, condamnait radicalement la politique étrangère de l'empire.

C'était un homme d'État également hongrois, le comte Andrassy, qui dirigeait cette politique ; rien de plus naturel, semblait-il, que de tourner toute la haine que cette attitude inspirait à la nation magyare contre celui qui en était responsable en première ligne comme promoteur. Il n'en fut rien. Alors que Koloman Tisza était mis au ban de l'opinion à cause de la politique du comte Andrassy, cette même opinion gardait au fond du cœur une certaine tendresse pour le comte Andrassy. Ainsi sous le gouvernement de Juillet, alors que Thiers et Guizot se disputaient le pouvoir, les Français montraient autant d'indulgence pour les défauts de Thiers qu'ils avaient de sévérité pour Guizot. Victor Cousin disait à ce propos : « M. Thiers prend la France avec légèreté, aussi on le juge légèrement. M. Guizot prend tout au tragique, aussi on le juge avec une rigueur tragique. » Ces paroles pourraient très bien s'appliquer aux deux hommes d'État magyars. Toutes les critiques à l'adresse de l'homme aimable et plein d'esprit, qui présidait à Vienne aux destinées de la politique extérieure, étaient mêlées d'un grain de gaieté ; mais l'appréciation des faits et gestes du pape calviniste (on appelle ainsi M. Tisza qui est un huguenot pur), n'était adoucie par aucune circonstance atténuante, par aucune nuance conciliatrice. C'était chaque fois un verdict de condamnation impitoyable. L'expédition de Bosnie provoqua de nouvelles explosions de colère contre l'infortuné ministre ; il semblait qu'il allait être englouti par les vagues furieuses de la haine des partis. Ses amis politiques les plus fidèles jusque-là l'abandonnèrent ; toute individualité qui avait un passé à conserver, ou un avenir à sauvegarder, cherchait à se dégager de toute solidarité, et l'on vit un jour le membre le plus capable du cabinet, le ministre des finances Koloman Széll, donner sa démission en déclarant qu'il ne voulait plus prendre aucune part aux aventures de la Bos-

nie. La majorité du gouvernement, dans un vote très important, fut réduite, à cette époque, à une seule et unique voix. Koloman Tisza ne déposa pas le fardeau du pouvoir ; et cependant sa majorité avait perdu tout prestige ; ceux qui étaient restés ses partisans de la dernière heure avaient honte de l'avouer, tout le monde s'attendait à voir les partisans les plus distingués abandonner leur chef à la première occasion. Enfin pour que la mesure fût comble, il fallut enregistrer quelques scandales administratifs, des attaques sans bornes dans la presse et une série non interrompue de mauvaises récoltes. Or, en Hongrie, la récolte est un des facteurs politiques les plus importants. C'est de là que dépend la bonne ou mauvaise humeur du pays tout entier.

Eh bien ! Koloman Tisza a su triompher de toutes ces difficultés. Il continuait à gouverner. Il mit de l'ordre dans les finances, il mit de l'ordre dans l'administration, et sa volonté suffit pour maintenir l'union d'un grand parti politique. Aujourd'hui les choses ont tellement changé de face que Tisza est sur le point de redevenir populaire. Il n'a pas accompli de grandes choses, mais il pourrait bien répondre comme ce conventionnel à qui l'on demandait ce qu'il avait fait pendant la Terreur : « J'ai vécu. » Il n'est pas donné à tout le monde de montrer une telle fermeté d'âme dans l'adversité, et devant cette vertu pâlissent toutes les autres qualités, qui sont pourtant extraordinaires chez cet homme.

III

En face du parti du gouvernement, nous trouvons l'opposition modérée, dont nous avons déjà signalé quelques figures, telles que Szilagyi, Apponyi, Pulsky, etc. Cette fraction n'est guère séparée du parti gouvernemental que par des questions de personnes. Placé sur le terrain de l'entente avec l'Autriche, ce parti représente les idées conservatrices. Sous son drapeau se sont ralliés les principaux débris de l'ancien parti conservateur. Parmi ceux-ci, nous trouvons au premier rang le baron Sennyey, que l'on appelle volontiers le « baron noir », à cause

de certaines tendances ultramontaines qu'on veut bien lui supposer. Le fait est qu'au pouvoir il ne se montrerait pas plus clérical que tout autre ministre, dit libéral.

Il serait difficile de trouver deux hommes, dont l'extérieur offre un contraste aussi piquant, que Koloman Tisza et le baron Sennyei. Autant le président du conseil est négligé dans sa mise, autant le chef des conservateurs est correct et irréprochable. M. Tisza parle à tout propos ; tous ses discours sont de polémique, et il a réussi, grâce à des effets médiocres, à se créer une sorte de dictature. Le baron Sennyei, au contraire, prend rarement la parole, jamais sans y être contraint par une raison grave ; mais alors il s'exprime avec éclat. Seulement ses discours dépassent rarement l'enceinte parlementaire ; on ne leur accorde d'attention que dans la presse et dans le monde politique de la capitale. Le parti conservateur n'a pas su trouver en Hongrie, comme ailleurs, les moyens de parler au cœur et à l'intelligence des masses. Un parti qui compte à sa tête le baron Sennyei dans la Chambre basse, et un homme de la taille du comte Szechen à la Chambre des Magnats, qui rallie un grand nombre d'esprits distingués, devrait, nous semble-t-il, grouper autour de sa politique toutes les forces intellectuelles de la nation. Jusqu'à ce jour, le parti conservateur n'a rien obtenu qui ressemblât à ce résultat.

Cela tient peut-être au caractère imposant, mais médiocrement sympathique du chef. Le baron Sennyei était tout jeune, et au début de sa carrière, quand éclata la révolution de 1848. La révolution en Hongrie n'a presque pas souffert des atteintes de la fièvre jacobine, parce que la nature même du peuple hongrois répugne au jacobinisme. Pourtant l'histoire a enregistré un jour, un seul, où la capitale se laissa entraîner à un acte de folie furieuse : au début du mouvement, la population de Pesth arracha de sa voiture, au moment où il traversait le pont du Danube, le général comte Lambert, commissaire impérial, et l'exécuta séance tenante.

Quelques heures après cet acte, le Parlement se réunit au milieu d'une agitation indescriptible. Tout le monde déplorait ce meurtre, et cependant toute l'Assemblée partageait le fond

des sentiments de la foule, qui venait de se faire justice à sa manière.

C'est à ce moment que l'on vit surgir à la tribune un jeune homme pâle, qui, malgré l'orage soulevé par sa parole, osa accuser Kossuth, que chacun divinisait alors, et ses partisans, d'avoir causé moralement ce meurtre, leur reprochant de conduire systématiquement le pays d'abord à la révolution, puis à la ruine. En descendant de la tribune, le jeune orateur quitta l'Assemblée et ne prit aucune part à tous les agissements qui signalèrent l'époque de la révolution et celle de la réaction qui suivit.

Il s'est montré le même dans tout le cours de sa carrière politique. Jamais la haute dignité de son caractère, sa rare capacité et son courage civique dans les circonstances les plus périlleuses n'ont été contestés. Mais aussi, était-il bien l'homme qui abandonnait invariablement le champ de bataille par humeur, quand l'ennemi l'avait emporté. C'est ainsi qu'il a réussi à conserver intacte son autorité personnelle, sans arriver jamais à dominer une situation ou à empêcher un bouleversement.

Tout autre est M. Paul Somssich, le commandant en second des conservateurs. Agé de soixante-dix ans, il a su garder toute sa verdeur et son goût pour la lutte. C'est un orateur classique, qui fait penser que naguère la langue latine était la langue officielle du Parlement hongrois. Lui aussi appartenait au parti conservateur vaincu en 1848, mais il n'abandonna pas la partie. Ce n'est pas encore le moment aujourd'hui de raconter quels efforts considérables et dignes d'éloge certains hommes d'action du parti conservateur ont tentés dans les jours qui précédaient la révolution; avec quelle persistance ils exposaient aux ministres dans leur cabinet, aux princes de la dynastie dans leurs salons d'audience, la nécessité de réformes raisonnables. Ils ont averti tout le monde, et c'est parce que leurs conseils se sont brisés contre l'obstination, que les mouvements éclatèrent dans les provinces magyares aussi bien que dans les États héréditaires. Le jour où cette histoire sera écrite, le nom de Paul Somssich sera buriné sur une des plus glorieuses pages.

Ce conservateur qui, sous le regard ombrageux de Metternich et devant les princes qui tenaient le plus près au souverain,

ne baissa jamais la voix ; qui, plus tard, au cours de l'insurrection, ne s'inclina jamais devant Kossuth parvenu au zénith de sa puissance ; ce vaillant conservateur fit entendre sa parole lorsque la Hongrie tout entière n'était plus qu'un vaste cimetière où les gibets, remplaçant les pierres tumulaires, marquaient les endroits où les meilleurs des patriotes avaient exhalé leur dernier soupir.

L'« *hyène de Brescia* » (le maréchal Haynau) signait, à Pesth, une douzaine d'arrêts de mort par jour ; tout travail intellectuel était complètement interrompu dans le pays, puisque, sauf un seul journal officiel, aucun imprimé ne pouvait être livré à la publicité... Tout à coup l'on vit apparaître à Vienne une brochure « *les Droits légitimes de la Hongrie et de son roi* », signée par Paul de Somssich. Ainsi, sous le règne de la terreur noire, quand un simple article de journal pouvait suffire pour causer la perte de son auteur, il s'était trouvé un homme pour mettre son nom sur la couverture d'un ouvrage qui flétrissait, comme attentatoire à la légitimité et aux droits souverains de la dynastie, le système de terreur du maréchal Haynau. On s'imagine facilement l'effet produit par cette brochure sur le public de l'époque.

Le fait est que l'auteur reçut du général commandant dans la ville la plus proche de sa résidence l'invitation de se rendre à Pesth, pour présenter ses hommages au généralissime — « aussi vite que possible », ajoutait poliment le billet.

Paul Somssich se mit en route et il eut la satisfaction d'entendre raconter dans les gares, où il s'arrêta que Haynau avait donné ordre d'arrêter Paul Somssich, en dépit de ses opinions conservatrices, et que très probablement il ne tarderait pas à le faire pendre. C'est sous ces aimables auspices que le voyageur continua très tranquillement sa route. Aussitôt arrivé à Pesth, il se présenta au débotté chez Haynau qui, bientôt était tellement enguirlandé par lui, qu'il le retint à dîner. A la fin, le maréchal lui demanda l'engagement formel de ne plus rien publier.

— Soit, répondit M. Somssich, je suis prêt à ne plus écrire publiquement ; mais il faut que vous me permettiez de vous adresser, de temps en temps, des lettres sur les évènements et

les sentiments du pays. De votre côté, vous me promettez de soumettre mes rapports à l'empereur.

Cette proposition fut acceptée par Haynau et, à partir de ce jour, M. Somssich devint le correspondant du bourreau.

Un jour, Somssich vint à Pesth. Une grande émotion régnait dans l'antichambre du dictateur; cependant l'ex-député conservateur put pénétrer chez Haynau.

— J'ai tenu ma promesse, dit Somssich, et n'ai rien publié; mais vous, avez-vous observé votre engagement?

— Non, répondit Haynau.

— Alors je suis libre de mon côté, répliqua Somssich, et j'ai le droit de publier ce que j'ai écrit.

— Publiez ce que vous voudrez, fit Haynau en haussant les épaules.

Et il congédia son visiteur.

En sortant de la salle d'audience, Somssich apprit que Haynau venait d'être informé qu'à Vienne sa destitution avait été décidée, et que le courrier chargé de lui apporter la lettre impériale était déjà en route. Et voilà Haynau, qui, pour se venger des Hongrois, les avait fait massacrer sans jugement par centaines, prenant maintenant la résolution, pour se venger de la cour de Vienne, d'amnistier des centaines de prisonniers magyars qui attendaient leur condamnation à mort.

Aujourd'hui encore, Somssich représente dans la Chambre des députés les plus nobles traditions de la politique conservatrice hongroise. Quand il est à la tribune, amis et adversaires écoutent avec le même recueillement ses paroles enflammées. On dirait un public de mélomanes écoutant une cavatine célèbre, qu'une seule cantatrice est capable encore de réciter.

IV

Un parti radical, tel qu'on le trouve dans les pays occidentaux, n'existe pas en Hongrie. Il y a un an, l'un de ces députés qui ambitionnent le titre de radicaux s'avisa de s'écrier en plein Parlement: «Oui, messieurs, je suis républicain!» Cette pro-

fession de foi fut saluée par un éclat de rire homérique, qui se prolongea pendant plusieurs minutes : c'était là la seule critique, dont la Chambre voulût user.

Les tendances de ces radicaux se résument du reste dans l'idée de la séparation complète de la Hongrie et de l'Autriche. Ce parti aime à se parer du nom de Kossuth, mais il n'a guère le droit de se placer sous l'invocation de ce chef. Tandis que Kossuth a déclaré nettement qu'il voulait une Hongrie indépendante, à la tête de laquelle se trouvait un roi pour la Hongrie toute seule, et qu'il ne se considérerait jamais comme sujet de la maison de Habsbourg, l'extrême gauche affiche une loyauté dynastique qui ne le cède en rien aux sentiments des autres fractions. Les députés radicaux acceptent les invitations aux fêtes de la cour, et ne manquent jamais, lorsque l'occasion se présente, d'affirmer hautement leur dévouement à la dynastie. En ce qui concerne l'Autriche, ils réclament seulement une « union personnelle » semblable à celle qui existe entre la Suède et la Norvège. Kossuth, au contraire, proclame la séparation pure et simple.

Quiconque n'est pas tout à fait au courant des choses magyares, ne peut, à bon droit, se défendre d'être étonné en voyant ces hommes appartenant à un parti, prétendu avancé, se montrer en certaines circonstances plus conservateur que les conservateurs les plus invétérés. En 1867, après le compromis, quand les promoteurs de cette grande œuvre, les Deak, les Andrassy, les Eötvös, étaient encore les *leader* du Parlement, le parti radical ne se composait guère que d'une collection de vingt ou trente originaux, dignes de figurer dans le cabinet des anti-ques. Mais au fur et à mesure que le prestige du parti gouvernemental allait s'affaiblissant, et que les principaux chefs disparaissaient de la scène politique, l'importance et le nombre des radicaux allait en augmentant ; on compte aujourd'hui cent radicaux dans le Parlement, et la vraie direction de l'opposition se trouve entre leurs mains. Ils comptent dans leurs rangs des hommes politiques très capables et quelques-uns des meilleurs orateurs de la Chambre.

On prétend qu'il existe, dans le sein même du parti, scission

entre les éléments dits européens et ceux qui sont enclins aux excès. La vérité est que, jusqu'à présent, le parti forme un ensemble complet et discipliné. L'ancienne émigration de 1848 est représentée par des individualités très respectables. Il faut citer Daniel Iranyi, homme d'opinions sans tache, dont la vie publique et privée répond à l'idéal du véritable républicain. Iranyi a vécu dix ans en France, où il a publié plusieurs écrits politiques. Il était pendant l'exil l'homme de confiance de Kossuth, et il l'est resté après son retour dans la patrie. Ses efforts incessants ont fait passer quelques projets de loi vraiment libéraux, par exemple celui sur la répression de la corruption électorale flagrante; mais ses tentatives en faveur du mariage civil et de la liberté religieuse absolue n'ont pas eu le même succès. Pauvre et indépendant, éloquent et armé d'une conviction de feu, puritain austère qui semble appartenir à un autre âge, dernier représentant de l'idéal dans la politique, Daniel Iranyi jouit de la plus grande estime sur tous les bancs de la Chambre.

Un autre figure digne d'intérêt, est celle d'Ignace Helfy, qui servit de secrétaire à Kossuth pendant l'émigration, puis se rendit en Italie, où il s'assimila à un tel point la langue italienne, qu'il fut capable de remplir les fonctions de professeur dans une université de la péninsule. De retour dans son pays, Ignace Helfy est resté, à ce que l'on prétend, l'un des hommes de confiance de Louis Kossuth.

Parmi les nouvelles recrues du parti il convient de citer encore Charles Eötvös, qui, autrefois, siégeait dans les rangs de la majorité, et qui remplit même pendant quelque temps les fonctions de procureur du roi. Charles Eötvös est à la fois orateur, jurisconsulte, chroniqueur, poète et au besoin reporter. Il est vrai, du moins ses collègues l'affirment, que lorsqu'il a prononcé des discours sur les matières politiques et financières, plaidé une cause embarrassée, rédigé dans son journal le feuilleton et les nouvelles diverses, il s'enferme gravement dans son appartement, les verrous poussés et les portes closes, pour rêver et fumer pendant quarante-huit heures de suite, comme un véritable Oriental.

V

Le roi Charles II (d'Angleterre) qui avait ses raisons pour ne pas aimer trop les assemblées représentatives, fit cette réflexion, que les parlements ressemblaient à la manne céleste, qui fut envoyée aux Juifs dans le désert. « Tout d'abord cela est doux comme du miel, puis amer comme du pain bis et enfin les vers s'y mettent... »

Eh bien, on dirait que les évènements donnent raison à l'opinion spirituelle du Stuart. Nous n'en sommes pas encore à l'époque de la pourriture, et j'espère que nous n'y arriverons jamais ; seulement il est hors de doute que le cœur des nations n'appartient plus comme autrefois au régime parlementaire ; les assemblées ont rempli la première partie de leur tâche en fixant les droits primordiaux des citoyens ; il faudrait, à présent, pour suspendre de nouveau l'attention des peuples aux lèvres des orateurs, que les parlements s'occupassent des vastes besoins de la société nouvelle.

Nulle part le rôle du parlement n'a été aussi essentiel et aussi grand que dans notre pays. C'était la seule institution que le peuple magyar eût sauvée du naufrage de son indépendance, et par une destinée bien singulière il a suffi de moyens pacifiques pour maintenir et sauvegarder cette institution même sous la domination de l'étranger. Il y eut une époque bien sombre, quand tout ce qui constituait le trait distinctif de la nationalité hongroise était menacé de destruction ; durant ces jours funestes, c'est en son parlement qu'espérait le peuple, et certes son espoir ne fut pas trompé. Tandis qu'aux autres pays s'ouvraient presque tous les jours de nouvelles voies, la Hongrie seule était maintenue dans l'isolement forcé. Ailleurs le parlement était considéré comme le couronnement de l'édifice de la liberté et de la civilisation ; en Hongrie, au contraire, c'était le point de départ de toutes les réformes.

Les faits sont là : ce n'est pas par la force des armes, ni par les progrès de la civilisation, mais bien par la sagesse de son

parlement, favorisé, il est vrai, par un heureux concours de circonstances, que la Hongrie a conquis sa liberté politique et, par cela même, le moyen d'emboîter le pas à la suite des nations cultivées de l'Occident.

Une fois cette grande tâche remplie, le Parlement n'a plus attiré au même degré l'attention générale. D'ailleurs, d'autres horizons ont été ouverts à l'activité des esprits, aux énergies, aux ambitions personnelles, aux aspirations nationales, comme aux tentations de la spéculation. Le capital intellectuel se décentralise et le Parlement perd en conséquence de sa capacité. La représentation nationale de la Hongrie de 1882 ne peut se mesurer, ni par l'abondance du talent, ni par l'élévation des idées, ni par l'autorité dont elle jouit, avec les Chambres antérieures. C'est que la manne est devenue du pain vulgaire! Cependant, en réfléchissant à l'avenir réservé à ce Parlement, espérons-nous qu'il continuera tranquillement ses fonctions, bien que le mécanisme n'en soit pas aussi simple que celui des pays parlementaires par excellence, comme l'Angleterre et la Belgique.

Les deux grands partis se trouvent en présence et se combattent; mais ils n'occupent pas le pouvoir à tour de rôle.

Jamais on n'a pu constituer en Hongrie une opposition assez sérieuse pour arriver par ses propres moyens au pouvoir. Jamais, depuis quinze ans, un ministère n'a succombé au cours d'une élection générale, en bataille rangée, à ciel ouvert. Le gouvernement, en revanche, s'est émietté et a ouvert ses rangs à la partie modérée de l'opposition, et c'est grâce à cette fusion que le nouveau gouvernement et le nouveau parti gouvernemental ont été constitués. Aujourd'hui encore, il serait impossible de provoquer autrement un changement quelconque. Peut-être assisterons-nous bientôt à quelque nouveau compromis entre l'opposition modérée et le parti de gouvernement.

L'extrême gauche seule, avec son projet d'union personnelle, refusant d'admettre avec l'Autriche aucun autre lien que le souverain, restera en état d'opposition irréconciliable avec le gouvernement. C'est un programme qui ne saurait être réalisé que par un bouleversement; pourtant l'extrême gauche a dé-

claré maintes fois ne vouloir arriver que par des moyens légaux et pacifiques. Mais enfin on a vu assez souvent les partis extrêmes de tous les pays changer tout à coup leur programme, tantôt en se soumettant aux forces conservatrices, tantôt en sortant du cercle des discussions parlementaires pour entrer dans la voie révolutionnaire.

Quant au parti radical hongrois, nous croyons plutôt que le jour où il serait forcé de choisir, il se prononcerait en faveur de la première alternative. Il deviendrait carrément conservateur. Le génie du pays est entièrement hostile à toute tentative révolutionnaire.

En sera-t-il toujours de même?

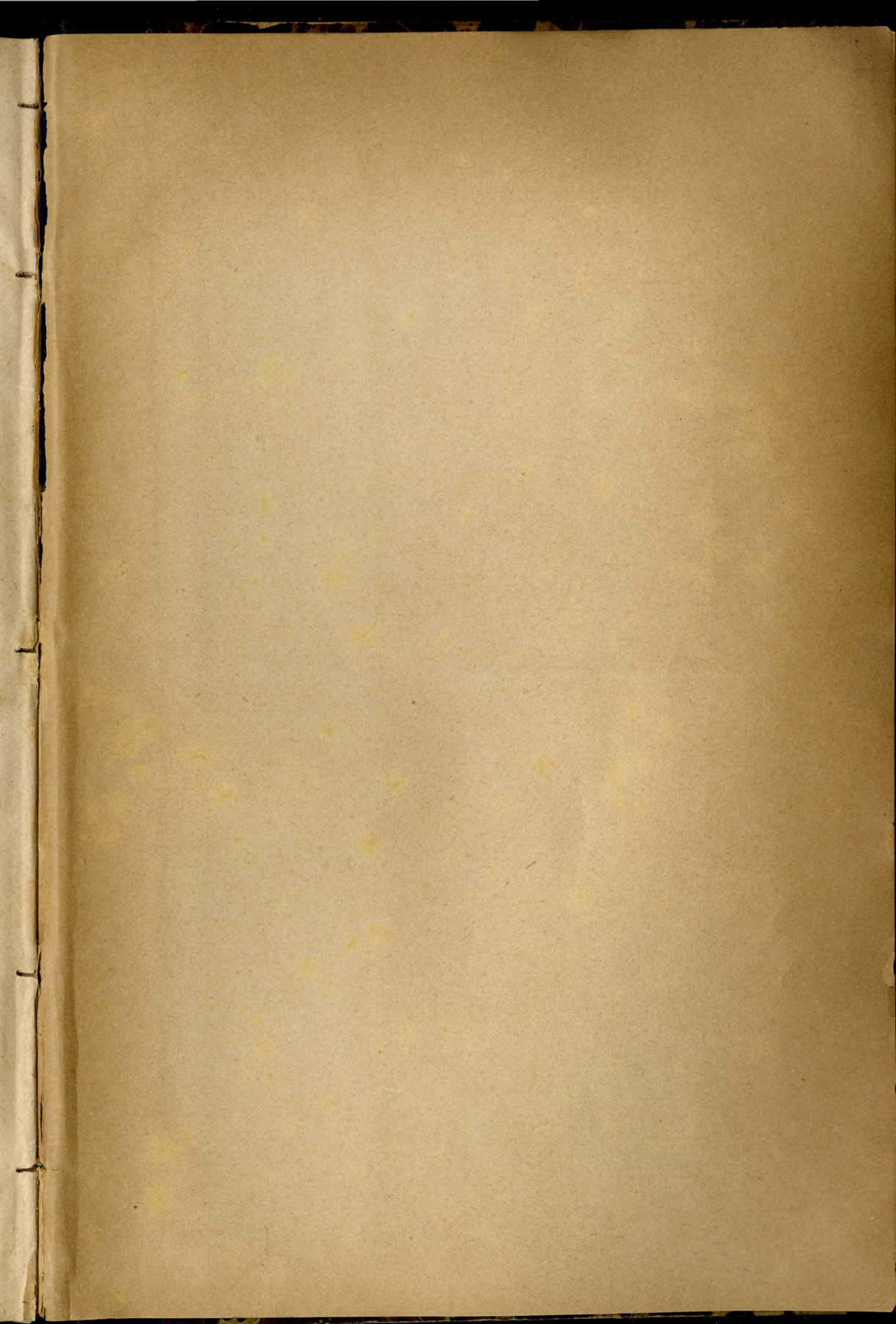
Qui oserait l'affirmer?

C'est surtout en appréciant la politique des peuples et des parlements, qu'il faut s'inspirer de ce mot fameux du prince Louis Napoléon, lorsque le président de la Cour de Paris lui signifia sa condamnation à la détention perpétuelle :

— Combien de temps, monsieur le chancelier, la perpétuité dure-t-elle en France?

Nous ne nous sommes occupés, dans cette étude, que d'une situation toute momentanée, constatant que, jusqu'ici, le gouvernement parlementaire, en Hongrie, c'est l'ordre et la paix.

DE BALLAGI GÉZA.





2012

2002

